

## Lobbying et corruption : R. Dati et la justice française + Le Maroc et les médias français + Souscription européenne

Expéditeur : norbert jacquet (norbertjacquet@yahoo.fr)

À : anne-pascale.reboul@afp.com; philippe.massonnet@afp.com; dirred@afp.com; infogene@afp.com; societe@afp.com; politique@afp.com; eco@afp.com; social@afp.com; afptls@afp.com

Date : mercredi 28 juillet 2021, 16:30 UTC+2

Rachida Dati a été mise en examen à la demande du parquet national financier mais la justice française est-elle exempte de tout reproche, notamment pour ce qui concerne les enquêtes sur les crashes aériens ? Cette affaire Dati et d'autres du même tonneau amènent parallèlement à s'interroger : des industriels de l'aéronautique ne sont-ils pas susceptibles d'être mis en cause pour de telles pratiques de lobbying ? **Et pire encore ?**

Pire encore : mes dossiers sur les crashes aériens démontrent implacablement que les institutions françaises (y compris la justice), l'AFP et la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) sont corrompues jusqu'à la moelle.

Ce qui précède méritait d'être exposé sur la Toile et c'est fait (1).

**Le Maroc et les médias français (et la justice aussi).** Des médias et des journalistes français sont poursuivis devant la justice française par le Maroc (en qualité d'Etat) et par son ministre de l'Intérieur Laftit. Les plaignants dénoncent une "*cabale médiatique*" (2), ce qui n'est pas gentil pour les médias français, la crème mondiale comme chacun sait, l'humanité devant se contenter dans le reste du monde d'une presse de caniveau. Il suffit pour en juger de voir, après la fille cachée de Mitterrand, ce qu'il en est dans les enquêtes sur les crashes aériens. La France rappelle de plus en plus la Roumanie de Ceausescu ! Quant à la justice française, elle est susceptible d'être dénoncée par qui veut dans le monde, à tout moment et à juste titre, comme une organisation criminelle dans des dossiers qui intéressent la planète entière (sécurité aérienne, Boeing, Airbus...).

**Souscription publique.** "*L'argent du contribuable européen*" ne pourrait-il pas servir à acheter un balai pour l'offrir à Beaune afin que la secrétaire d'Etat français fasse un peu de ménage chez lui s'agissant des "*valeurs démocratiques*" (3) ?

**RAPPEL SECURITE PERSONNELLE.** Tous mes dossiers et documents (et toutes les vidéos liés à ces dossiers, entre autres des vidéos enregistrées au début des années quatre-vingt-dix présentant une foison de documents de cette époque ne figurant pas dans des PDF) sont enregistrés sur divers supports qui circulent et se reproduisent. **Pour l'éternité.**

Norbert Jacquet

[Web général](#) - [Documents](#) - [Vidéos](#)  
[Justice française criminelle \(Boeing 737 MAX\)](#)  
[La commission Bernalicis et les magistrats faussaires](#)  
[Démocratie et justice française : où va l'Europe ?](#)

"**Liberté, démocratie, Etat de droit, valeurs de l'UE"... en 2022 ? :**

- [Dupond-Moretti au jeu de la vérité et des mensonges](#) (30 mars 2021)
- [Macron, l'armée, la justice : où va la France ?](#) (30 avril 2021)
- [Sept points chauds \(Etat de droit, corruption, crashes aériens\)](#) (27 juillet 2021)

(1) [Rachida Dati et la justice française \(27 et 28 juillet 2021\)](#)



The image shows a screenshot of a news article from the website 'Le Monde'. The article title is 'Rachida Dati mise en examen dans l'affaire Carlos Ghosn'. Below the title, there is a sub-headline: 'L'ancienne ministre de la justice et actuelle maire (LR) du 7e arrondissement de Paris a été mise en examen pour « corruption passive par personne investie d'un mandat électif public au sein d'une organisation internationale » et « recel d'abus de pouvoir ».' The author's name, 'Norbert JACQUET', is visible. The article text begins with 'Rachida Dati a été mise en examen à la demande du parquet national financier mais la justice française est-elle ...'.

(2) [Pegasus : nouvelles ripostes judiciaires du Maroc en France contre les médias](#)



**Pegasus : nouvelles ripostes judiciaires du Maroc en France contre les m...**

Les médias ayant révélé ou dénoncé l'affaire sont visés par des procédures en diffamation. Leur recevabilité dem...

(3) Tweet Beaune : <https://twitter.com/CBeaune/status/1420149436752203781>